

# L'Europe démocratique, sociale, féministe, pacifique et écologique se construira par nos luttes !

Discours de Verveine Angeli, Alter Summit – 25 novembre 2016, Bruxelles

Cette conférence se tient dans un contexte très contradictoire :

Après le Brexit, l'élection de Trump, la promesse de l'arrivée d'une droite musclée en France, l'inquiétude est grande de voir gagner dans de nombreux pays d'Europe des élites politiques libérales, nationalistes, bellicistes, réactionnaires sur le plan social comme sur le plan des libertés publiques et individuelles.

Ces changements ont été rendus possibles par des politiques néolibérales menées par des élites étiquetées à gauche et dans le contexte européen cela a pris la forme des politiques que nous dénonçons depuis de nombreuses années et aussi d'alliance entre les courants politiques dominants. L'UE et les gouvernements eux-mêmes coordonnent des politiques d'austérité, des réformes néo-libérales du marché du travail. Nous faisons face aux politiques qui augmentent le chômage et la paupérisation des travailleuses, combinées aux politiques restrictives sur l'immigration, d'établissement de nouveaux murs qui tentent de dresser l'Europe contre le reste du monde, aux politiques de répression du droit de grève et des mouvements sociaux. Et il y a un désintérêt fatal pour les questions écologiques comme le montrent les suites de la COP21 pourtant présentée comme l'accord du siècle. Tout cela nous mène clairement dans le mur.

Dans le même temps, nos mouvements sociaux se sont étendus sous des formes multiples. Les derniers sont le mouvement contre la loi travail en France avec ses actrices multiples, les grèves et manifestations en Belgique contre la loi Peeters, la formidable grève des femmes en Pologne (suivie par d'autres actions qui s'en sont largement inspirées), les manifestations contre le TTIP et le CETA en Allemagne, Belgique et

dans toute l'Europe... Nous avons contribué à les coordonner. La confrontation est rude et il est difficile de gagner véritablement ce que nous appelons de nos vœux : **une Europe démocratique, sociale, féministe, pacifique et écologique !**

Néanmoins dans chacune de ces luttes nous avons engrangé des forces, de nouvelles générations sont apparues avec leurs propres modes d'actions et d'engagement dans la foulée de celles qui ont lutté les années précédentes en Espagne, au Portugal, en Grèce, et aussi dans les Balkans, en Grande Bretagne... La coordination de nos actions, de nos mouvements a été plus forte, même si du côté du mouvement syndical beaucoup reste à faire car ce mouvement est en difficulté soumis aux nouvelles exigences du capital (numérisation, digitalisation, statut même du salariat), qu'il subit attaques et répression, et qu'il est soumis à des divisions. Et nous avons ici et avec d'autres construit de nouvelles alliances.

Nous voulons pendant ces deux jours contribuer à nous armer dans une telle situation. Face au désastre social, écologique et liberticide qu'on nous promet, il faut préparer mieux, discuter, trouver les moyens d'être plus fort-es ensemble.

Il s'agira donc de travailler dans différentes directions :

**Renforcer nos capacités à agir ensemble** pour l'avenir et dessiner les contours de cette Europe et de ce monde que nous voulons : la justice sociale et environnementale dessine un projet pour tous-tes qu'il nous faut construire en travaillant ensemble à faire émerger les propositions, solutions qui prendront en compte les besoins et droits fondamentaux du plus grand nombre en Europe et sur la planète. Cela

implique évidemment une discussion sur le modèle de croissance, sur à qui celui-ci profite, sur les alternatives, droits fondamentaux et biens communs à gagner et garantir et sur la position de l'Europe vis à vis du reste du monde. Ces débats doivent nous permettre d'être plus à mêmes de travailler à de nouvelles alliances et de contribuer à faire émerger une utopie mobilisatrice.

Sur le travail aussi car **nous sommes un réseau fortement ancré au mouvement syndical.**

Quand les institutions européennes nous annoncent qu'elle visent « travail égal - salaire égal », nous savons que leurs représentants ont commencé à déconstruire tout ce qui rend possible dans chacun de nos pays une telle exigence de justice et que pour eux le temps de la concertation est terminé. Comment analyser et agir dans le contexte des modifications qui touchent tant les processus de production que les statuts, comment renforcer nos instruments absolument indispensables que sont les syndicats dans le monde du travail au moment où celui-ci se divise, s'individualise en processus, contrats... différents.

Comment travaillons- nous aussi à faire que notre peuple, notre classe, celui-celle qui a les mille visages qu'on rencontre à Londres, à Paris ou Bruxelles **s'unifie dans ses combats**, car nous sommes le nombre mais sans cette unité impossible de gagner. Cela implique discussions car les divisions qu'on nous impose ont un répondant dans nos pays : racisme et islamophobie, refoulement violent et refus du droit d'asile pour les migrant-es, travailleur-ses sans papiers doublement exploité-es, chômeur-euses et travailleur-euses pauvres stigmatisé-es...

Comment construire cette unité en rejetant toute idée que le dumping social serait de la responsabilité de « l'étranger », que le déficit public serait de la faute des pauvres et des chômeur-euses, celui de la sécurité sociale de la faute de ceux et celles qui sont trop malades...

En dernier lieu, l'Europe s'est construite de différentes manières mais du nord au sud et d'est en ouest, **la question de l'état social a été un élément central de la construction de nos sociétés.** Au cœur de cet état social : les services publics porteurs des droits fondamentaux que sont l'éducation et la santé en premier lieu et les systèmes de protection sociale. Les marées espagnoles, aux dispensaires autogérés en Grèce, d'autres luttes encore sectorielles mais qui ont une portée stratégique sont à faire connaître, à étendre, à renforcer, d'autres exigences comme celles d'un contrôle social et démocratique sur ces services publics. Comment peuvent elles s'articuler avec le combat contre les accords de libre-échange...

Après ce travail, il nous restera à faire le plus difficile sans doute : trouver comment ce que nous faisons déjà les un-es et les autres pourra être renforcé par l'apport de tous-tes. Nous sommes un réseau européen regroupant des forces convaincues qu'**il n'y a pas de solution nationale aux menaces actuelles.** Des forces convaincues aussi que les mouvements sociaux peuvent tisser des alliances et qu'ils sont une garantie face à tous les renoncements des pouvoirs, c'est ça, notre manière de faire de la politique. C'est cette double prétention que nous avons, agir et porter nos exigences (déjà formulées dans le Manifeste de l'altersummit, nous n'allons pas le réécrire), le faire à une échelle pertinente qui est nécessairement internationale, et - face à nos institutions - européenne. Pour avancer il s'agira d'être concret : quels pas supplémentaires pouvons nous faire, dans quels secteurs, en coordonnant quelles actions, en soutenant quel mouvement, en préparant quelle campagne plus large, quelle offensive à quelle échéance ?

**L'Europe démocratique, sociale, féministe, pacifique et écologique se construira par nos luttes !**